

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
Articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de restructuration et mise aux normes de la stérilisation du CHU Rouen
Normandie

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
Commun à tous les lots

Sommaire

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	4
ARTICLE 1 - GENERALITES DU MARCHÉ PUBLIC	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC ET EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2 - PROCÉDURE DE PASSATION	5
1.3 - FORME DU MARCHÉ PUBLIC	5
1.4 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.5 – ORDRE DE SERVICE	6
1.6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET ECHANGES D’INFORMATION	6
1.7 – REPARATION DES DOMMAGES	6
1.8 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES SIMILAIRES	6
ARTICLE 2 – DUREE, DELAI D’EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC ET PROLONGATION	7
2.1 - DUREE DU CONTRAT ET DELAI D’EXECUTION	7
2.2 - PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION	7
ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS LE CADRE DU MARCHÉ PUBLIC	8
3.1 - REPRESENTANT DU CHU ROUEN NORMANDIE.....	8
3.2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE	8
3.3 - CONDUITE D’OPERATION - MAITRISE D’ŒUVRE	8
3.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE	9
3.5 - COORDINATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE	10
3.6 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)	10
3.7 - COORDINATION SERVICE SECURITE INCENDIE (CSSI)	10
3.8 - SOUS-TRAITANCE.....	10
3.9 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D’INTERVENANTS ETRANGERS.....	11
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
4.1 - CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	12
4.2 - AUTRES OBLIGATIONS	12
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	13
5.1 - PIECES CONTRACTUELLES.....	13
5.2 - PIECES NON CONTRACTUELLES.....	14
ARTICLE 6 – MESURES D’ORDRE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTALE	14
6.1 - MESURE D’ORDRE SOCIAL.....	14
6.2 - MESURES D’ORDRE ENVIRONNEMENTAL	15
ARTICLE 7 - MODALITES DE REPARTITION DES PAIEMENTS ET DES DEPENSES	15
7.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS	15
7.2 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	16
ARTICLE 8 - CONTENU DES PRIX, MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES.....	18
8.1 - CONTENU DES PRIX	18
8.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE	19
8.3 - REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENTS	20
ARTICLE 9 - VARIATION DES PRIX	20
9.1 - LISTE DES INDEX.....	20
9.2 - MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	21
ARTICLE 10 - MODALITES DE FINANCEMENT ET PAIEMENTS	21
10.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE.....	21
10.2 - APPROVISIONNEMENTS.....	22
10.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	22
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE REGLEMENT.....	23
11.1 - DELAIS DE PAIEMENT	23
11.2 - INTERETS MORATOIRES	24
11.3 - COMPTABLE	24
11.4 - NANTISSEMENT.....	24
ARTICLE 12 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	24
12.1 - CLAUSE DE SURETE – RETENUE DE GARANTIE	24

12.2 - AVANCE.....	24
ARTICLE 13 – PENALITES.....	25
13.1 - PENALITES POUR RETARD.....	25
13.2 – AUTRES PENALITES ET REFACTIONS DIVERSES.....	26
ARTICLE 14 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX.....	30
14.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS.....	30
14.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	30
14.3 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	30
ARTICLE 15 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	31
ARTICLE 16 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	31
16.1 - PERIODE DE PREPARATION ET PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	31
16.2 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL	33
16.3 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS.....	33
16.4 - GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE DU TITULAIRE	36
16.5 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	36
16.6 - VISITES DE CHANTIER	37
16.7 - REGISTRE DE CHANTIER	37
16.8 - CLAUSES TECHNIQUES.....	37
ARTICLE 17 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	37
17.1 - ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	37
17.2 - RECEPTION.....	37
17.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE	39
17.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	39
ARTICLE 18 - DELAIS DE GARANTIE.....	40
18.1 - GARANTIES PARTICULIERES	40
ARTICLE 19 - RESPONSABILITE	41
ARTICLE 20 - RESILIATION	41
ARTICLE 21 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	41
ARTICLE 22 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	42
22.1 - RESOLUTION AMIABLE	42
22.2 - RESOLUTION CONTENTIEUSE - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	42
ARTICLE 23 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	42

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de développement durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation,
- La performance sociale,
- L'innovation,
- L'accès des PME à la commande publique,
- La performance économique et technique.

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

ARTICLE 1 - GENERALITES DU MARCHE PUBLIC

1.1 - Objet du marché public et emplacement des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations suivantes : **travaux de restructuration et mise aux normes de la stérilisation du CHU Rouen Normandie.**

Les prestations, objet du présent CCAP, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chacun des lots (CCTP).

Pour toute la durée du chantier, le CHU Rouen Normandie et tous ses services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24H/24.

Le projet est envisagé en zone occupée et mitoyenne à des locaux en activité, avec poursuite de l'activité sur tous les niveaux et les services contigus pendant la durée des travaux.

Les travaux sont situés à l'adresse suivante :

Site	Adresse
CHU ROUEN NORMANDIE	1 rue de Germont 76000 ROUEN

1.2 - Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une **procédure adaptée** avec publication en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique.

1.3 - Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire. Le marché public est traité à prix global et forfaitaire tel que mentionné à l'Acte d'Engagement et les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur cette base.

1.4 – Décomposition du marché

1.4.1 - *Tranches*

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4.2 – *Allotissement*

Les travaux sont répartis en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- Lot n°1 : Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité
- Lot n°2 : Panneaux industriels
- Lot n°3 : Faux plafonds - cloisons
- Lot n°4 : Menuiserie intérieure bois
- Lot n°5 : Sols Souples
- Lot n°6 : Peinture
- Lot n°7 : Electricité
- Lot n°8 : CVC, plomberie et fluides médicaux

1.4.3 - *Phases*

Le marché se décompose selon les phases suivantes :

- Phase 1,
- Phase 2,
- Phase 3
- Phase 4,
- Phase 5a
- Phase 5b
- Phase 6

Le plan phasage est disponible dans les pièces graphiques, correspondant à la pièce « **269_AFE_DCE-003 Plan Phasage RDJ A0** ».

1.4.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

1.5 – Ordre de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux, les points suivants sont précisés :

- Seront préparés par le Maître d'œuvre mais seront signés par le Maître d'ouvrage, l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptible d'entraîner une modification, soit en plus soit en moins, du montant du marché ou ayant une incidence sur le déroulement des travaux.
- Seront préparés et signés par le maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution.

1.6 - Forme des notifications et échanges d'information

Les ordres de service sont notifiés au titulaire ou à son représentant dûment habilité contre récépissé ou accusé de réception. Les décisions du CHU Rouen Normandie sont notifiées au titulaire par ordre de service.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours, sous peine de forclusion pour émettre des réserves sur ordres de service et bons de commande.

Ces notifications sont valablement faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social ou par voie dématérialisée.

Les autres échanges d'information peuvent être effectués par voie dématérialisée, à condition que l'identité de l'expéditeur soit authentifiée et que le destinataire, identiquement authentifié, en accuse réception.

1.7 – Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les entreprises doivent mettre en place toutes les protections qu'elles jugent nécessaires. En cas de dégradation, les remises en état se feront à leur charge.

1.8 - Modifications au marché public et marchés similaires

Le CHU de Rouen se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R 2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 – DUREE, DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC ET PROLONGATION

2.1 - Durée du contrat et délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 34 mois (inclus les 4 mois de préparation de chantier) à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage prescrivant à l'Entrepreneur de commencer l'exécution des travaux.

Le marché fixe pour chacun des ouvrages, parties d'ouvrage, des délais d'exécution distincts du délai d'exécution global. Ces délais d'exécution distincts s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution et joint au dossier de consultation.

Une **période de préparation est prévue d'une durée de 4 mois** par dérogation à l'article 28-1 du CCAG Travaux. Elle est incluse dans le délai d'exécution.

Le délai d'exécution comprend l'ensemble des actions nécessaires à l'exécution des travaux et notamment :

- La période de préparation,
- L'installation du chantier, son repliement, le nettoyage des lieux,
- Les congés payés,
- La remise en état des terrains et des lieux.

La décomposition prévisionnelle par lot s'effectuera selon le planning prévisionnel d'exécution.

Un planning définitif sera établi lors de la période de préparation.

2.2 - Prolongation du délai d'exécution

A partir du moment où le calendrier détaillé d'exécution a été mis au point, l'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours, toute circonstance, autre que les intempéries, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

Concernant le lot n°1 et afin de permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entreprise devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel seront inscrits températures et motifs d'intempéries selon le calendrier d'interventions de chacune des entreprises.

Un relevé hebdomadaire de ces tableaux sera retranscrit sur les comptes rendus de chantier, sur lesquels figurera également le récapitulatif des journées d'intempéries constatées depuis le début de l'exécution du chantier et validées par le Maître d'œuvre.

Le délai d'exécution ne sera majoré en jours ouvrés qu'autant qu'il y aura de jours d'intempéries, réglementairement agréés et à condition que l'entreprise ait effectivement arrêté les travaux et qu'elle ait régulièrement et de manière hebdomadaire tenu à jour et dûment rempli le tableau d'intempéries.

Pour être validée par le Maître de l'ouvrage comme journée d'arrêt de travail pour cause d'intempéries, le constat d'intempéries devra être dûment signé par l'entreprise et par le Maître d'œuvre, ce dernier pouvant, conformément à l'article L5424-9 du code du travail, s'opposer à l'arrêt du chantier. A défaut du visa de ce dernier, l'Entrepreneur ne pourra réclamer de journée d'intempérie.

Il est précisé que seuls les jours ouvrés peuvent être pris en compte pour le décompte des jours d'intempéries ayant occasionné un retard dans l'exécution des travaux.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS LE CADRE DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Représentant du CHU Rouen Normandie

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du CHU Rouen Normandie est :

Monsieur le Directeur des Travaux et Services Techniques-Sécurité incendie du CHU Rouen Normandie.

3.2 - Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du CHU Rouen Normandie toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique

3.2.1 - Changement donnant lieu à un certificat administratif

En cas de modification de sa dénomination sociale ou d'autres modifications visées à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le CHU Rouen Normandie et communiquer le justificatif mentionnant ce changement (ex : RIB, KBIS ...).

Un certificat administratif est établi par le CHU Rouen Normandie.

3.2.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

Avant tout transfert de tout ou partie des droits et obligations issus du marché à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement en informer par écrit le CHU Rouen Normandie.

Le CHU Rouen Normandie procède à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter le Marché, le CHU Rouen Normandie prononce sa résiliation sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

3.3 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

3-3-1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Travaux et Services Techniques-Sécurité incendie du CHU Rouen Normandie.

Le représentant de la conduite d'opération est : M. VANDAMME Sébastien – Ingénieur travaux DTST-SI.

3-3-2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée de la façon suivante :

Architecte mandataire :

- AFE Architecte

81 rue Saint Charles
75015 PARIS

Bureau d'études (chauffage, ventilation, climatisation, traitement de l'air, fluides médicaux, électricité) :

- **EBATEC**
3 rue Barthélémy Thimonnier,
78120 RAMBOUILLET

Spécialiste et conseil stérilisation :

- **MVO**
11 place des Comtes du Maine
72000 LE MANS

Economiste de la construction :

- **Cabinet Andriot**
49 rue du Rocher
75008 Paris

Le marché de maîtrise d'œuvre est soumis à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP), au décret d'application n°93-1270 du 29 novembre 1993 portant application du 1 de l'article 18 de la loi n° 85- 704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et à l'arrêté du 21 décembre 1993 sur les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le marché de maîtrise d'œuvre a eu pour objet de confier au maître d'œuvre une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :

- ESQ/APS ;
- APD/PRO ;
- DCE/DPGF;
- ACT ;
- VISA ;
- DET ;
- AOR ;
- GPA.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

3.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique sera effectué par :

- **SOCOTEC**
AGENCE CONSTRUCTION ROUEN
Pôle Construction&Immobilier Normandie
97 Rue Francois Jacob - Bât. D

76230 ISNEAUVILLE

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives aux prestations suivantes : LE AV + LP + F + PV + SEI + PHhab + TH + Hand.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

3.5 - Coordination Sécurité – Protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de catégorie 2 est confiée, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation, à :

- **SARL SEPAQ**
631 Route du bourg
76490, LOUVETOT

Le détail de cette mission est défini à l'article 16.3.4 du présent CCAP.

3.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est assurée par le maître d'ouvrage.

3.7 - Coordination Service sécurité incendie (CSSI)

La mission de coordination service sécurité incendie est assurée par :

- **NAMIXIS**
Avenue des Hauts Grigneux – IMM MACH 6
76240, BIHOREL

3.8 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 52 du CCAG).

Par ailleurs, le sous-traitant indirect (défini par l'article 3.6.2 du CCAG Travaux), ne sera accepté qu'à la condition que son entrepreneur principal apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de faire intervenir un spécialiste sous-traitant.

Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le maître d'ouvrage ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L. 2193-14 du code de la commande publique ou avant la signature par le maître d'ouvrage de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quand à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Les demandes de sous-traitance doivent être envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE
Cellule Juridique des Contrats
Cour d'honneur - Porte G5 - 1er étage
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

Toute demande envoyée par un autre mode d'envoi sera considérée comme non reçue.

3.9 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant (comportant son identité et son adresse) ainsi rédigée : » j'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° ... du ...ayant pour objet ...Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 Décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français ».

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 - Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

4.1.1 - *Obligation de confidentialité*

Le titulaire et le CHU Rouen Normandie qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du CHU Rouen Normandie, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

4.1.2 - *Protection des données à caractère personnel*

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'entreprise d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

4.1.3 *Mesures de sécurité*

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

4.2 - Autres obligations

Le titulaire du marché public se doit d'informer, dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa **raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son **compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;

- Le **destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. **A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation**, après réception des documents nécessaires, par certificat administratif.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'**Acte d'engagement (AE) du lot concerné** et ses éventuels annexes, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seule foi ;
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**, commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
3. Les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** des lots n°1 à n°8 et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Recommandation du service d'hygiène hospitalière
 - Annexe n°2 : Charte chantier faible nuisance
 - Annexe n°3 : Cahier des charges AUTOCAD 2024
 - Annexe n°4 : Manuel utilisateurs DTS
4. Les **Bordereaux de décomposition du Prix Global et Forfaitaire** des lots n°1 à n°8 ;
5. Le **dossier de plans** (pièces graphiques) ;
6. Le **planning prévisionnel général** des travaux ;
7. Le **Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé** et ses modifications ultérieures réalisés par SEPAQ ;
8. Le **diagnostic amiante avant travaux** ;
9. Le **cahier des charges fonctionnels SSI** ;
10. Le **mémoire technique du candidat** remis dans son offre ;
11. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de travaux** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
12. Le **Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux** dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
13. L'**ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur** à la date de consultation ;
14. Les **actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du marché,

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 9 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

5.2 - Pièces non contractuelles

Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Maître d'Ouvrage. Elle ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

ARTICLE 6 – MESURES D'ORDRE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTALE

Les marchés publics de travaux représentent un enjeu stratégique pour le développement des objectifs de développement durable, les entreprises doivent jouer un rôle central pour participer à la mise en œuvre de ces derniers. Concernant les obligations en matière de protection de l'environnement, le titulaire est tenu de respecter les conditions d'exécutions minimum suivantes :

6.1 - Mesure d'ordre social

6.1.1 - Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

En application des articles 31.4 et 31.5 du CCAG Travaux, il est rappelé que le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu :

- De faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur ;
- D'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier ;
- De mettre à disposition de son personnel tous les équipements matériels et de sécurité nécessaires ainsi que les vestiaires, sanitaires et réfectoires appropriés ;

- De tenir à disposition permanente du CHU Rouen Normandie, sur simple demande de celui-ci, copie des pièces d'identité ou autorisation de séjour.
Ces documents, tenus à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente, sont remis au CHU Rouen Normandie dès qu'il en demande la production.
En cas de non production dans les délais impartis, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Par ailleurs, la proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

6.1.2 – Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du CHU Rouen Normandie.

Dans le cadre de l'article L8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité, prévue à l'article 10.5.2 du présent document, sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

6.2 - Mesures d'ordre environnemental

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

De plus, le CHU Rouen Normandie s'est engagé dans une démarche de management de l'énergie (**ISO 50001**), les entreprises désirant répondre au présent marché devront proposer, dans la mesure du possible et en respectant les contraintes techniques, des éléments, matériaux et systèmes permettant de réduire la quantité d'énergie consommée du bâtiment (ou d'une partie du bâtiment) dans lequel les travaux auront lieux.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REPARTITION DES PAIEMENTS ET DES DEPENSES

7.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.
Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'acte spécial visé au 10-8 du CCAG Travaux.

7.2 - Répartition des dépenses communes de chantier

Le prix de l'Entrepreneur comprend les dépenses communes de chantier et les dépenses de coordination, dans les limites et conditions ci-après.

Le titulaire du lot n° 1 – Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité, aura pendant toute la durée du chantier, l'entretien et le nettoyage bihebdomadaire des installations de chantiers et de la base vie, la charge financière des consommables du chantier et de la base vie, des sanitaires et réfectoires, le maintien de la sécurité du chantier durant les travaux (garde-corps provisoire, fermeture, etc...), le maintien en état de propreté du chantier, le maintien en état de propreté de l'ensemble des matériels de la base vie (Containers, bungalows, vestiaires, réfectoires, sanitaires, etc...), la mise à disposition du début à la fin du chantier pour toutes les entreprises de bennes à gravats (dans le respect de plans de gestion des déchets suivant arrêté préfectoral en vigueur à la date de réalisation des travaux).

7.2.1 - Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont à la charge du titulaire du lot n° 1 : curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité.

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché en complément des dépenses citées au CPGC et au PGC :

L'entreprise titulaire du lot n°1 devra réaliser l'ensemble de l'entretien des installations de chantier pendant toute la durée des travaux. Ces équipements seront conformes au décret 94.1159 du 26/12/94, au Code du travail (livre II, titre II : hygiène et sécurité des travailleurs). L'Entrepreneur sera conforme aux prescriptions indiquées dans le PGC. Il établira un plan d'installation de chantier.

L'ensemble des équipements devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Si les dispositions du CCAG Travaux sont applicables, il est cependant précisé que ces dépenses incluent également les installations décrites ci-dessous.

Ces installations comprendront entre autre :

- Les accès chantier seront réservés aux entreprises agréées et habilitées. Le titulaire du lot n°1 devra tenir un registre de présence sur le chantier. Les salariés devront porter le nom de leur entreprise sur un vêtement ou casque et pouvoir présenter leur carte professionnelle.
- Les signalisations nécessaires sur le périmètre du chantier par matérialisations visualisées et lumineuses. L'entreprise chargée du présent lot assurera la sécurité du chantier d'une façon générale, il lui appartient donc d'obtenir auprès de la Municipalité ou de l'autorité locale compétente toutes les attestations et autorisations nécessaires dans le cas d'emprise du chantier sur le domaine public.

Les risques d'arrêt de chantier en cas de nuisances dans l'existant et des avoisinants :

- Du fait que l'établissement est ouvert au public 24H/24, 7J/7, 365 jours par an et que les personnes accueillies sont souffrantes,
- Des difficultés d'accès de chantier : travaux à effectuer à l'intérieur d'un bâtiment existant restant en service pour les besoins des utilisateurs, aux espaces restreints, aux protections des ouvrages existants,

A sa charge, l'Entrepreneur du lot n°1 devra réaliser l'ensemble des équipements provisoires nécessaires à la réalisation complète du chantier et opérationnel avant toute intervention de la 1ère Entreprise.

Liste non exhaustive de ces équipements :

- Un plan d'installation de chantier, en collaboration avec les autres corps d'état, où seront identifiées les zones de stockage, de fabrication et de travail, tous les emplacements des locaux. Ce plan devra être validé par le Coordinateur SPS.

Ces équipements seront conformes au décret 94.11.59 du 24/12/94, au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCAP), au Plan Général de Coordination (PGC) et à la charte « Chantier à faibles nuisances » (annexe 2 au CCTP)

- Entretien et le nettoyage bi-hebdomadaire et des cantonnements de la base vie (sont à prévoir : bureau, salle de réunions, réfectoire du personnel, vestiaires et sanitaires distincts hommes / femmes, réfectoire).
- Nettoyage bi-hebdomadaire de tous les locaux de la base vie
- Nettoyage et ramassage des détritres des ascenseurs de chantier
- Nettoyage et ramassage des gravois, détritres des escaliers de chantier
- Toutes les sécurités de cheminement et de protections de chantier pour les intervenants, dans les bâtiments en travaux, la protection des équipements existants.

A la charge de tous les lots, l'Entreprise titulaire devra assurer, sur toute la durée du chantier, l'enlèvement de ses gravois, déchets et rebus, par ses propres moyens et l'évacuation se fera suivant l'organisation générale du chantier.

L'Entreprise se chargera des obtentions d'autorisation en cas de stationnement des bennes sur le domaine public.

7.2.2 - Dépenses de fonctionnement

Les dispositions du CCAG Travaux sont applicables.

Il est cependant précisé que ces dépenses à la charge du titulaire du lot n°1 : curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité incluent également :

A/ Dépenses d'entretien

- Les charges temporaires de voirie et de police,
- Les frais de nettoyage du chantier que l'entreprise doit laisser propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge,
- Les frais d'évacuation des déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entreprise,
- Les frais de nettoyage, réparation et remise en état des installations ou ouvrages extérieurs que l'entreprise aura salis ou détériorés,
- Des frais d'enlèvement des gravois et des déchets ainsi que de transport aux décharges agréées,
- Des frais de nettoyage de mise en service,
- Des dépenses de gardiennage et de mise en sécurité du chantier, conformément aux règles et contraintes spécifiées dans le CCAP et le PGC,

B/ Dépenses de consommation

- Les consommations d'eau et d'électricité nécessaires à la réalisation des travaux, comprenant la mise en place de compteurs décomptant,
- Les frais de ventilation et de maintien du préchauffage du chantier (à décider par le Maître d'œuvre) et de la surveillance des installations,
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et téléphone détériorés,
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés,

C/ Nettoyage

A la charge de tous les lots et pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur titulaire du lot n° 1,
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

L'entrepreneur titulaire du lot n° 1 a à sa charge :

- Le nettoyage quotidien et l'enlèvement des ordures ménagères et de nettoyage des locaux de cantonnement (salle de réunions, vestiaires, sanitaires, réfectoire),
- Le nettoyage hebdomadaire des abords extérieurs dans l'emprise du chantier,
- Le nettoyage hebdomadaire des circulations dans les bâtiments, et ce, pendant toute la durée des travaux,
- L'enlèvement des déblais stockés et leur transport aux décharges publiques et devra laisser en place des bennes à la disposition des entreprises selon l'avancement du chantier et la nécessité d'évacuation des déblais.

L'entreprise titulaire du lot n°1 devra prendre toutes dispositions pour qu'aucune projection de terre ne vienne souiller les revêtements de chaussée et les rendre glissants.

ARTICLE 8 - CONTENU DES PRIX, MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES
--

8.1 - Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Par ailleurs, les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations. En effet, il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

8.1.1 - Mode d'évaluation des ouvrages

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement du titulaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également :

- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus,
- Des dépenses communes de chantier dont la répartition est mentionnée à l'article 7.2.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ou prestations ; il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son offre :

- Pris connaissance complète et entière du lieu d'exécution des travaux, ainsi que de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ou prestations),
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre...,
- Contrôlé les indications du dossier de consultation.
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires utiles auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et auprès de toutes autorités ou tous services compétents.

Le prix porté à l'acte d'engagement (prix forfaitaires) de l'Entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

En outre, les prix sont réputés tenir compte de tous les frais résultant des dispositions du présent CCAP et ses annexes, CCTP et des charges qui en découlent pour l'Entrepreneur. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

8.1.2 - Frais inclus

Les prix sont réputés établis en tenant compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et jusqu'à la remise définitive des installations.

A noter en complément que les prix intègrent également :

- Les frais d'établissement de documents sous forme numérique,
- Les frais de mise au courant du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations.

Enfin, il est rappelé d'une manière générale que le prix correspond au complet et parfait achèvement des travaux dans le cadre du marché de façon à permettre un parfait fonctionnement des ouvrages.

8.2 - Obligations particulières du titulaire

Dans les **20 jours à compter de la date de notification du marché**, le titulaire devra fournir sur demande du maître d'œuvre tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le titulaire (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires selon la décomposition type jointe).

- À première demande du maître de l'ouvrage et en accord avec le maître d'œuvre, l'Entreprise devra faire procéder, à ses frais, à un constat de l'état des lieux de tous les bâtiments (toiture, façade, abord...). Le titulaire inclura dans son offre la dépense correspondante.

Ce constat sera établi par un commissaire de justice agréé, et un exemplaire en sera remis au Maître de l'Ouvrage. A l'issue des travaux, l'Entreprise devra faire procéder, à ses frais, à un nouveau constat de l'état des lieux. Egalement, ce constat sera établi par un commissaire de justice agréé, et un exemplaire en sera remis au Maître de l'Ouvrage.

L'entreprise du lot n°1 sera chargée de contacter le commissaire de justice et organisera la visite. Les dégâts constatés par différence entre les deux constats seront à la charge de l'Entreprise et réparés dans les plus brefs délais.

- Présence, lors des opérations préalables à la réception, d'un personnel suffisant et en capacité d'exécuter immédiatement les petits travaux de reprise nécessaires.

8.3 - Règlement des comptes - Paiements

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 12 du CCAG Travaux. **Les projets de décompte seront adressés au maître d'œuvre.**

ARTICLE 9 - VARIATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

9.1 - Liste des index

Les Prix sont révisables en fonction de chaque Index BT pour chacun des lots :

- Lot n°1 : Curage/désamiantage/gros œuvre/étanchéité : BT 01
- Lot n°2 : Panneaux industriels : BT18 A
- Lot n°3 : Faux plafonds – cloisons : BT18 A
- Lot n°4 : Menuiserie intérieure bois : BT18 A
- Lot n°5 : Sols Souples : BT 10
- Lot n°6 : Peinture : BT 46
- Lot n°7 : Electricité : BT 47
- Lot n°8 : CVC, plomberie et fluides médicaux : BT 41

Les index utilisés pour le calcul sont les BT en fonction du corps d'état indiqué au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes disponible à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Telechargement-des-index.html>

9.2 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables à chaque acompte mensuel.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des travaux est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné au mois « m_0 » (I_0) et au mois n (I_n).

Variation provisoire :

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

Toutefois, en application de l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date de réalisation des travaux, ou à la date de leur réalisation réelle, si celle-ci est antérieure.

ARTICLE 10 - MODALITES DE FINANCEMENT ET PAIEMENTS

10.1 - Présentation des demandes de paiements – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1 au CCAP)
- Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services et travaux réalisés ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Le code service est **DTST** et le numéro SIRET du CHU Rouen Normandie est le **267 601 680 00015**.

10.2 - Approvisionnements

Pour l'application de l'article 12.1-2 alinéa 2 du CCAG Travaux, il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par le titulaire ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

10.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

10.3.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6.1 du CCAG Travaux.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'ouvrage et maître d'œuvre désigné par le marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique;

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du travail.
- Les attestations sociales et fiscales justifiant de la régularité auprès des caisses de cotisations obligatoires,
- Les attestations d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité ;

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;

b) que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en terme de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 16.3.4 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

10.3.2 - Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant du pouvoir adjudicateur et les envoie conformément aux dispositions de l'article 2193-12 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE REGLEMENT

11.1 - Délais de paiement

Le **délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours** selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement.

Les demandes de paiement doivent être adressées au maître d'œuvre; la charge de la preuve de la date de réception appartient à l'entreprise.

11.2 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

11.3 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable public du CHU Rouen Normandie.

11.4 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R.2191-62 du Code de la commande publique).

ARTICLE 12 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

12.1 - Clause de sureté – Retenue de garantie

Conformément aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la commande publique, chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %. Cette sùreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché. L'assiette de la retenue intègre donc les révisions de prix et les avenants mais ne comprend pas les intérêts moratoires.

Au cas où le CHU Rouen Normandie serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités ainsi qu'aux réparations diverses imputables au titulaire, celui-ci devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36, R2191-38 à R2191-41 du Code de la commande publique.

Au cas où la garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire ne serait pas constitué au plus tard à la date de première demande d'acompte, une retenue de garantie serait automatiquement prélevée, et le titulaire perdrait jusqu'à la fin du marché public la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au titulaire et en aucun au sous-traitant.

12.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est fixé comme suit :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 – PENALITES

13.1 - Pénalités pour retard

Comparativement au calendrier détaillé d'exécution initial ou éventuellement modifié, il sera fait application de pénalités, mentionnées ci-dessous, sans mise en demeure au préalable, ces pénalités seront déduites du montant des situations.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, **aucune exonération de pénalité ne sera appliquée quel que soit le montant du marché.**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, **il n'y a pas de plafonnement des pénalités.**

13.1.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport aux délais distincts figurant dans le calendrier détaillé, l'Entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une **pénalité forfaitaire journalière de 500 € HT.**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une **pénalité forfaitaire journalière de retard de 500 € HT par jour calendaire de retard.**

13.1.2 - Pénalités de retard dans l'exécution des reprises

En cas de non-exécution, à la date prévue des reprises des réserves émises lors de la réception, une **pénalité de 200 € HT par jour calendaire de retard** sera appliquée sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41 du CCAG travaux.

13.1.3 - Pénalités pour retard dans la remise de projet de décompte

Pour tout retard dans la remise d'un projet de décompte, l'entreprise se verra appliquer les pénalités suivantes :

- Retard dans la remise d'un décompte mensuel : **150 € HT par jour calendaire de retard ;**
- Retard dans la remise du décompte final : **150 € HT par jour calendaire de retard.**

13.1.4 - Pénalités pour retard dans la transmission des factures

Pour tout retard dans la remise des factures, l'entreprise se verra appliquer une **pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard**, sans mise en demeure préalable du simple fait de sa constatation par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

13.1.5 - Pénalités pour retard dans la reprise des désordres signalés durant la garantie de parfait achèvement (GPA)

Pour tout retard dans la reprise des désordres signalés dans le cadre de la GPA, une **pénalité de 400 € HT par jour calendaire de retard** sera appliquée.

13.2 – Autres pénalités et réfections diverses

13.2.1 - Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage, une **pénalité de 300 € HT** sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Une pénalité égale à la moitié de cette somme sera appliquée en cas de retard de plus d'un quart d'heure.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de non-exécution à la date prévue, d'une décision prise au rendez-vous de chantier et figurant dans le compte rendu de chantier, une **pénalité de 200€ par décision sera appliquée par semaine de retard**, par dérogation aux dispositions des articles 19.2 et 52.1 du CCAG Travaux.

Le Maître de l'ouvrage ou le Coordonnateur SPS se réservent le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la présence aux réunions de chantier des entreprises sous-traitantes ou co-traitantes.

13.2.2 - Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 13.1 et 13.2.1 du présent CCAP et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **200 € HT par manquement et par jour calendaire de carence** ;
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : **200 € HT par jour calendaire d'infraction** ;
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc ...) : **200 € HT par document et par jour calendaire de retard**
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons: **150 € HT par jour calendaire de retard** ;
- Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : **200 € HT par jour calendaire de carence** ;
- Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins : **200 € HT par jour calendaire de carence** ;

- Installations de chantier non-conformes : **200 € HT par infraction constatée** et/ou par jour calendaire de retard ou de carence/d'infraction le cas échéant, par rapport aux dispositions légales, réglementaires, ou prescriptions des documents particuliers du marché.
- Introduction d'alcool par les ouvriers du chantier sur la base de vie et ses locaux, l'entrepreneur subira une **pénalité forfaitaire de 500 € HT à chaque constat** ;
- Pénalité pour non-respect du stationnement et livraison : **500 € HT par infraction constatée** ;
- Pénalités pour non-respect de présentation du permis feu journalier par poste de travail : **1000 € HT par infraction constatée** ;
- Interdiction de vociférer sur le chantier et ses abords : **200 € HT par infraction constatée** ;
- Interdiction de la radio même le portable en mode radio, écouteurs, casque audio : **200 € HT par infraction constatée** ;
- Interdiction de cafetière sur le chantier (sauf base de vie) : **200 € HT par infraction constatée** ;
- Interdiction de produire des graffitis sur le chantier et à l'extérieur, dans les ascenseurs, circulations, sur les cloisons de distribution, etc... : **1000 € HT par infraction constatée** ;
- Absence des entreprises pendant les périodes des congés scolaires: **1000 € HT par jour calendaire de retard** ;
- En cas de non-respect des obligations découlant du règlement intérieur du CHU Rouen Normandie et notamment des règles fixées en matière d'hygiène et de sécurité en milieu hospitalier (*article 13.2.2*), le titulaire encourt une pénalité de **500 € par infraction constatée** ;
- En cas de non ou de mauvaise exécution du nettoyage du chantier, le titulaire encourt une **pénalité de 500 € par jour de retard jusqu'à complet nettoyage** ;
- Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du représentant du pouvoir adjudicateur : **1 000 € par jour calendaire de retard** ;
- Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : **1 000 € par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par la mise en demeure** ;
- Retard dans la production des livrables, plan d'exécutions, note de calcul, procès-verbaux, plan de calepinage, fiche technique, plan de récolement, etc... demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur : **1 000 € par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé de 10 jours à compter de la demande initiale** ;
- En cas d'arrêt de chantier ou d'absence de personnel non signalé à l'établissement, le titulaire encourt sur ses créances une **pénalité journalière de 500 €** ;
- En cas où les intervenants sur le chantier, fumeraient (cigarette tabac, cigarette électronique, substance illicite, etc...) tant sur le chantier que dans les locaux et l'enceinte du site, le titulaire subira une **pénalité forfaitaire de 1000 € HT à chaque infraction constatée, sans préjudice de l'exclusion définitive du chantier du personnel contrevenant** ;

- Interdiction de consommer des boissons et autres devant les distributeurs de boissons dans les locaux des établissements dans la cafétéria pendant les heures de travail en tenue de travail (maintien des règles d'hygiène) : **200 € HT par infraction constatée ;**
- Non-respect des recommandations de consignations des systèmes de sécurité incendie, DAI, volets de désenfumage, etc..., le titulaire encourt sur ses créances une pénalité de **1 000 € HT par infraction constatée.**
- Interdiction de prendre des repas, collation et tout autre pause sur le chantier (sauf base vie) : **200 € HT par infraction constatée ;**
- Utilisation de fausses cartes d'accès : **500 € HT par infraction constatée sans préjudice de l'exclusion définitive du chantier du personnel contrevenant ;**
- Non-respect des circuits ascenseurs non dédiées, etc... : **1 000 € HT par infraction constatée ;**
- Absence de tenue de travail propre, adaptée au poste de travail et en bon état d'usage, avec le nom de l'entreprise : **500 € HT par infraction constatée ;**
- Non-respect du port des équipements de protection individuelle (EPI) pour protéger les personnes contre un ou plusieurs risques pour sa santé et sa sécurité, protection de la tête, protection de l'ouïe, protection des mains, protection du corps, protection des pieds, protection des yeux et du visage, protection des voies respiratoires, protections contre les chutes de hauteur et autres, : **500 € HT par infraction constatée ;**
- Non-respect des isolements étanches de chantier et du phasage de travaux pour les travaux en site occupés, comme la mise en place de sas de type polyane et/ou cloison étanche : **1 000 € HT par infraction constatée ;**
- En cas de non ou de mauvaise exécution des calfeutrements, bouchements, reconstitutions et autres isolements au feu des structures verticales et/ou horizontales : **200 € HT par infraction unitaire constatée ;**
- En cas de perte des accès ou des clés : **pénalité de 500 € par infraction unitaire constatée ;**
- En cas de disparition de cadenas, cylindres et sabots : **pénalité forfaitaire de 2 000 € HT.**

13.2.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

13.2.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire visé par l'art 17.4 du CCAP et conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une **retenue égale à 200 € HT par jour calendaire de retard et par document manquant** sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19-3 du CCAG Travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur, en complément de l'application des pénalités prévues à l'article 13.1 du présent CCAP.

De plus et dans le cadre de la remise des DOE, le titulaire s'expose à une retenue de garantie égale à 10 % du montant final de l'opération en cas de :

- Non remise des DOE ;
- DOE jugés incomplets par les équipes du CHU de Rouen ;
- De réserves émises par le bureau de contrôle qui n'ont pas été levées.

13.2.5 - Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 16.3.4 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une **pénalité égale à 300 € HT par jour de retard**, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux et sans préjudice du recours éventuel du Maître d'Ouvrage auprès des organismes ou administrations de contrôle.

13.2.6 - Absence de port du badge

Toutes les personnes travaillant sur le chantier doivent pouvoir être facilement identifiées. Elles devront pour cela posséder un badge d'identification comportant au minimum :

- Le nom de l'employeur
- Le nom et prénom de la personne ainsi qu'une photo d'identité couleur

L'entrepreneur devra également l'imposer à tous ses sous-traitants.

Le non-respect de cette prescription entraînera une **pénalité de 1000 € HT par infraction constatée**, sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

13.2.7 - Utilisation de fausses cartes d'accès

En cas d'utilisation de fausses cartes d'accès ou d'utilisation frauduleuse, de laissez-passer, badges, le contrevenant fera l'objet d'une **pénalité de 1000 € HT par infraction constatée sans préjudice de l'exclusion définitive du chantier du personnel contrevenant**.

13.2.8 - Non-respect de l'interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le chantier, à l'intérieur des locaux concernés par le chantier et sur son enceinte.

Tout manquement donnera lieu à l'application d'une **pénalité de 400 € HT par infraction constatée**, sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

13.2.9- Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, une **pénalité fixée à 500 € HT par jour calendaire** d'infraction constaté.

13.2.10 - Pénalités pour sous-traitance occulte

En cas de sous-traitance occulte (notamment présence d'un sous-traitant constatée sur le chantier sans que sa demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage soit acceptée), du fait de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants, une **pénalité de 5 000 € HT** sera appliquée sans mise en demeure préalable du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage du recours à un sous-traitant non déclaré ou déclaré et non agréé.

13.2.11 - Pénalité relative au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une **pénalité journalière de 50 € HT**, dans la limite des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 et de 10 % du montant du marché.

13.2.12 - Pénalités pour dégradation des voiries

Les entrepreneurs veillent particulièrement à l'état et à la propreté des voiries empruntées par leurs véhicules aux abords directs du chantier. Ils remettent en état toute dégradation liée à leur passage.

En cas de dégradation des voiries aux abords du chantier une **pénalité de 400 € HT par jour d'infraction** sera appliquée sur simple constat du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, par dérogation à l'article 52-1 du CCAG Travaux.

13.2.13 - Non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des obligations prévues au marché ou des demandes ou délais qui seront formulés par le coordonnateur SPS, le Titulaire recevra un avertissement écrit lui indiquant les points précis de la contravention et les délais pour y remédier avec référence au présent article.

Tout dépassement de ces délais donnera lieu à l'application immédiate d'une **pénalité calculée sur la base forfaitaire de 300 € HT par jour calendaire de carence/retard** et ce par dérogation aux dispositions de l'article 19.2 du CCAG Travaux.

L'absence de réponse dans le délai imparti de la part du titulaire à des observations formulées par le CSPS donnera lieu également aux pénalités ci-dessus.

Si ces retards génèrent un retard critique dans l'avancement des études ou des travaux, il sera fait indépendamment application de l'article 13.1 du présent CCAP.

ARTICLE 14 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

14.1 - Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP ne fixe pas la provenance des matériaux, produits et composants de construction.

14.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

14.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :
- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,

ARTICLE 15 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le titulaire doit se référer au CPGC et aux CCTP pour les modalités du piquetage.

ARTICLE 16 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

16.1 - Période de préparation et programme d'exécution des travaux

16.1.1 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG Travaux, cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution, **sa durée est de 4 mois**.

Cette période de préparation commence à courir à compter de la date de réception par l'Entrepreneur de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Pendant cette période, l'Entrepreneur doit établir et soumettre au Maître d'œuvre toutes les études spéciales à sa profession nécessaire à la marche des travaux et établir et fournir, en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles demandées aux CCAP et CCTP, ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le Maître d'œuvre.

De plus, l'Entrepreneur devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le Maître d'œuvre afin qu'il puisse assurer la coordination d'étude nécessaire au démarrage des travaux.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

16.1.2 - Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

1/ Au cours de la période de préparation, il est procédé notamment aux opérations énoncées ci-après (la liste exhaustive devant être arrêtée lors de la première réunion de coordination) :

- Dans les 30 premiers jours de la période de préparation établissement par l'Entrepreneur et présentation au visa du Maître d'Œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG Travaux,
- Fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux. En cas de manquement les trous seront exécutés par le titulaire du lot n°1, à la charge de l'entreprise défaillante,

- Du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Etablissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé reprenant les dispositions annoncées dans le PGC, y compris les risques de tiers, après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque Entrepreneur (Co-traitants et sous-traitants),
- Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation,
- Présentation du projet de panneau de chantier,
- Déclaration des sous-traitants éventuels,
- Achèvement par l'entrepreneur des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et à l'article 16.2 ci-après,
- Etablissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité, ainsi que du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation)

L'ensemble des documents à établir pendant la période de préparation sera soumis au visa du Maître d'Œuvre, ainsi qu'à l'avis du coordonnateur de sécurité lorsqu'ils traitent de la coactivité ou intéressent l'hygiène et la sécurité issue des travaux, tant pour la durée des travaux que pour les interventions ultérieures. Cette soumission intervient dans les 30 jours à compter du début de la période de préparation (sauf calendrier spécial établi au cours de ladite période).

2/ Préalablement à tout démarrage de chantier :

- Fourniture des plans d'exécution des ouvrages dans le cadre du planning des travaux,
- Présentation des échantillons de matériaux ou appareillages ; ils devront être fournis dans le local réservé au Maître d'Œuvre dans un local annexe, soigneusement fixés et plombés pour éviter une substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du Maître d'Œuvre,
- Fourniture des documentations techniques des matériaux et équipements (fiches techniques, avis techniques, procès-verbal d'essais...),
- En cas de groupement d'entreprises, chaque entreprise devra la fourniture des plans et dessins au plus tard 4 semaines après le début de la période de préparation

L'ensemble des documents à établir pendant la période de préparation sera soumis au visa du Maître d'oeuvre, ainsi qu'à l'avis du coordonnateur de sécurité lorsqu'ils traitent de la coactivité ou intéressent l'hygiène et la sécurité issue des travaux, tant pour la durée des travaux que pour les interventions ultérieures. Cette soumission intervient dans les 15 jours à compter du début de la période de préparation (sauf calendrier spécial établi au cours de ladite période).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

16.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

16.3 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

16.3.1 - Dispositions particulières

Le titulaire de chaque lot aura à charge le suivi des travaux et l'autocontrôle de la qualité de ceux-ci (définition, mise en place et contrôle des mesures de correction adaptées), ainsi que la gestion financière et économique du chantier (établissement des situations de travaux et des éventuels devis de travaux modificatifs).

16.3.2 - Installations à réaliser par l'entreprise titulaire du lot n°1 (curage, désamiantage, gros œuvre, étanchéité)

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux en ce qui concerne les installations de chantier.

Les installations de chantier devront être conformes aux dispositions du PGC SPS et du CCAP. Le projet des installations de chantier (comprenant les dates d'exécution) qui devra être remis au cours de la période de préparation devra, en complément des dispositions du PGC SPS, notamment faire apparaître :

- a) l'emplacement de la salle de réunion que l'entrepreneur doit mettre à disposition du Maître d'Œuvre, dès l'ouverture du chantier, équipée et au dimension adaptée. L'Entrepreneur assure également à ses frais l'éclairage, le chauffage, l'entretien et le nettoyage, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- b) l'emplacement des monte matériaux, s'il y a lieu, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- c) les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre, ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- d) les postes de transformation de chantier, les sur presseurs s'il y a lieu et les réservoirs d'eau, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- e) les schémas de branchement provisoires d'eau, d'électricité et d'assainissement, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- f) les bureaux de gardiennage, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- g) les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches) leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- h) la voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons ainsi que les accès avec indication éventuelle des sens obligatoires, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- i) l'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès aux bureaux hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- j) l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie, hors projet à la charge de la maîtrise d'ouvrage
- k) les zones d'accès interdites,
- l) tous détails non énumérés ci-dessus mais que l'entrepreneur jugerait bon d'ajouter pour la facilité de son intervention.
- m) fourniture et pose et l'entretien du panneau réglementaire de chantier

Le non-respect de tout ou partie de ces obligations entraînera pour l'entreprise concernée l'application de pénalités calculées dans les conditions prévues à l'article 13.1 du présent CCAP.

Le titulaire du lot n°1 fabrique ou fait fabriquer, fait poser sur tout support nécessaire et entretient, sous sa responsabilité et à ses frais, dès l'ouverture du chantier un panneau de chantier répondant aux dispositions réglementaires (avec notamment les coordonnées des intervenants : maître d'œuvre, maître d'ouvrage, CSPS, Entreprises...) et aux exigences de communication du Maître d'ouvrage. La dépose s'effectuera dans les mêmes conditions

Le panneau de chantier devra être validé par le maître d'ouvrage au cours de la période de préparation.

16.3.3 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination du CSPS et des CCTP.

16.3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

Les dispositifs de sécurité mis en place par un Entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires dans la limite des calendriers contractuels.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

Il est rappelé à l'Entrepreneur qu'en cas d'inobservation des mesures prévues dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé reprenant les dispositions énoncées dans le PGC, y compris les risques de tiers, le Maître d'œuvre peut les faire mettre en place aux frais de l'entrepreneur fautif sans mise en demeure préalable en cas d'urgence ou de danger pour tout ce qui touche l'hygiène ou la sécurité.

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage accorde tous pouvoirs au Coordonnateur de sécurité par lui désigné pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de sa mission, telle que définie par les articles L 4531-1 à L 4534-1 et L 4211-1 et L 4211-2, R 4211-2 à R 4533-7 du Code du travail, relatifs à l'intégration et à l'organisation de la sécurité dans les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

- **Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :**
 - le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) avant la fin de la période de préparation ;
 - le plan des installations de chantier avant la fin de la période de préparation ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs avant la fin de la période de préparation
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier avant la fin de la période de préparation) ;
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur;
 - la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- **Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :**
 - de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
 - de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage. À la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

16.3.5 - Surveillance du chantier

Se référer au PGC ainsi qu'aux dispositions du CCAP et CCTP.

16.3.6 - Engins explosifs

Sans objet

16.3.7 - Protections contre les nuisances

L'entrepreneur devra attirer une attention particulière sur le fait que les travaux ne devront en aucun cas perturber le fonctionnement des activités du quartier, ni causer de nuisances aux riverains :

- Limiter les nuisances de chantier (bruits, poussières, fumées, circulation, stationnement, etc...)
- Isolement efficace entre les zones de chantier et les autres bâtiments à proximité de l'opération
- Mettre en place toutes les mesures de sécurité des personnes autour du chantier et au droit des engins de levage.
- Assurer la gestion et le tri des déchets conformément aux dispositions réglementaires.

- Réaliser le nettoyage du chantier et des engins et des voiries

En cas de défaillance, le maître d'ouvrage pourra prendre toutes dispositions nécessaires, aux frais de l'entrepreneur, si ses demandes ne sont pas suivies d'effet et ce sans autre préavis.

16.3.8 - Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

Pour accéder au site de l'hôpital Charles Nicolle, les entreprises devront effectuer une demande de laisser passer auprès de la DTST-SI. Il ne sera accepté que deux laisser passer par entreprise. Chaque laisser passer pourra contenir deux immatriculations de véhicule, la demande de renouvellement des laisser passer est sous la responsabilité de l'entreprise.

Pour le site de l'hôpital Charles Nicolle, les véhicules possédant un laisser passer peuvent entrer sur site pour livrer le matériel mais ne pourront rester stationner dans l'enceinte du site pour la journée.

Dans tous les cas, les entreprises ne respectant pas les conditions d'accès et de stationnement au CHU de Rouen se verront refuser l'accès aux sites.

16.3.9 - Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

16.4 - Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 50.1 ou 52 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

16.5 - Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier, dont les jour et heure seront fixés par le représentant du Maître d'ouvrage. Le titulaire du marché (ou les entreprises du groupement) est/sont tenu(es) d'assister à chaque rendez-vous de chantier.

Les sous-traitants sont tenus d'y assister chaque fois qu'ils sont requis.

L'Entrepreneur peut se faire représenter par une personne ayant qualité pour donner des ordres aux ouvriers, prendre des décisions et engager l'Entrepreneur qu'il représente.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de tout ce qui a été dit aux réunions de chantier.

D'autres réunions pourront être programmées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, auxquelles l'entreprise sera tenue d'assister.

Un compte rendu de chantier de chaque réunion sera établi par le maître d'œuvre et diffusé par ses soins aux entreprises.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours calendaires, sous peine de forclusion, à compter de la date de réception du compte-rendu, pour émettre des réserves qu'il notifie par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Passé ce délai, l'entreprise reconnaît sans réserve, la validité du compte-rendu comme pièce contractuelle venant s'ajouter à celles du marché.

16.6 - Visites de chantier

Les visites de chantier ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre aux jours et heure fixés.

L'entreprise convoquée est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de pénalité fixée à l'article 13.2.1 du présent CCAP.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'installation des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent. Elles ont aussi pour objet de régler sur place les problèmes liés à l'hygiène environnementale, la sécurité incendie, les nuisances entre chantier et hôpital.

Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

16.7 - Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

16.8 - Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

ARTICLE 17 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

17.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP « prescriptions communes à tous les lots » sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôle sont pris en charge par l'entrepreneur.

17.2 - Réception

17.2.1 - La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai de **15 jours** pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution des opérations visées à l'article premier.

Par ailleurs, si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a **15 jours** pour lever les réserves.

Dès qu'il aura procédé à la levée des réserves, il en avisera par courrier le pouvoir adjudicateur et le Maître d'œuvre.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

La réception se déroulera par phase, selon le plan de phasage et conformément à l'article 1.4.3 du présent CCAP.

Cependant, conformément à l'article 18 du présent CCAP, les délais de garantie de parfait achèvement courent à compter de la date d'effet de la réception globale des travaux.

17.2.2 - Pour les ouvrages ou les épreuves devant être faites après raccordement gaz ou/et en période de chauffe

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves conformément à l'article 41.4 du CCAG.

Cette réception sera faite suivant les modalités des articles 41 et 42 du CCAG Travaux et à la demande de l'entreprise ou du Maître d'Œuvre.

17.2.3 – Essais COPREC

Les essais COPREC devront être communiqués **15 jours** avant la date de réception prévue au marché et transmis au contrôleur technique et au Maître d'œuvre

48 heures ouvrables avant la réception, tous les certificats de conformité : consuel, analyse d'eau devront être communiqués à la Maîtrise d'Œuvre, afin d'être transmis au Maître d'Ouvrage au plus tard à la date de la réception. A la réception, l'Entrepreneur intéressé devra présenter les certificats références 9.2.2. En l'absence de ces documents, la réception ne pourra pas être acceptée

17.2.4 – Essais des équipements indispensables au fonctionnement de la stérilisation

La réception ne peut être prononcée que sous réserve que les essais et qualifications des équipements indispensables au fonctionnement de la stérilisation soient validés.

17.2.5 – Réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans les **30 jours** calendaires à dater de la réception ; ce délai pourra être réduit en cas d'urgence décidé par le Maître d'Ouvrage.

Dès qu'il aura procédé à la levée des réserves, il en avisera par courrier le Pouvoir Adjudicateur et le Maître d'Œuvre.

En l'absence de ce courrier dans les délais, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG sans autre forme de mise en demeure (mise en régie à ses frais et risques).

17.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Concernant les travaux portant sur des ouvrages spécifiques qui sont définis par le Maître d'œuvre en période de préparation, l'entreprise doit au Maître d'Ouvrage, outre la documentation technique des ouvrages mis en œuvre, une démonstration aux utilisateurs et une préconisation d'utilisation et d'entretien.

17.4 - Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires papier dont un sur support en permettant la reproduction sous forme électronique format PDF, sauf pour les documents photographiques (s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché) :

- **Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux** : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- **Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux** : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant plans sous format dwg. et version papier ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Au plus tard trois semaines après la réception, l'Entrepreneur fournira en trois exemplaires papier et sur support informatique (format DWG et PDF) un dossier complet des ouvrages exécutés (D.O.E.) pour chauffage, électricité.

- Les plans des ouvrages enterrés : fondations, assainissement, réseaux divers,
- Les plans des ouvrages d'ossature tant en infrastructure qu'en superstructure, compris coffrage et ferrailage,
- Les réseaux dits « techniques » : tracés d'alimentation d'eau froide, de gaz, d'électricité ; tracés d'évacuation des eaux pluviales usées, vannes ; tracés des conduits de ventilation naturelle ou forcée, etc... avec repérage précis des robinets d'arrêt, tampons de vidange, trappes de visite, sectionnement et indication de toutes les sections de tuyauterie et de filerie,
- Les plans spéciaux, compris plan de montage et notice de fonctionnement et d'entretien,
- Ces plans devront être strictement conformes aux ouvrages réalisés, c'est-à-dire tenir compte des modifications apportées sur le chantier en cours de travaux,
- Tous les certificats de garantie des équipements et appareils,
- Tous les certificats de conformité des installations gaz,
- Les plans de recollement indiquant l'état réel de l'installation, compte tenu des modifications éventuelles apportées au cours des travaux,
- Les notes de calcul définitives,

- Toutes les notices de fonctionnement « fournisseurs »,
- Les fiches techniques de tous les équipements.

En ce qui concerne les certificats de garantie relatifs à la sécurité (label, certificats d'essais CF ou PF, etc...) il est précisé que ceux-ci devront être adressés au Maître d'Oeuvre et au Contrôleur Technique avant toute pose des équipements concernés.

- Les fiches de réglages des installations de ventilations.

Cette liste n'est pas exhaustive, se référer au CCTP.

ARTICLE 18 - DELAIS DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, **d'un an à compter de la date d'effet de la réception globale des ouvrages.**

18.1 - Garanties particulières

18.1.1 - Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

18.1.2 - Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection des structures métalliques pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G. - fascicule G.P.E.M./P.V. - P :61* (Décision n° 22).

18.1.3 - Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué sur maçonnerie, enduits et serrureries et son aspect sur toutes parties d'ouvrage concernées pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G. - fascicule G.P.E.M./P.V. - P :63* (Décision n°24).

18.1.4 - Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ci-après : installations électriques et VMC, téléphonie et TV pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G. - fascicule G.P.E.M./P.V. - P :63* (Décision n°24).

Pour les autres garanties se référer au CCTP.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- De garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- De couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Egalement et avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 20 - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché conformément aux articles 50 à 53 du CCAG Travaux.

ARTICLE 21 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA) et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises ;
- Le code de nomenclature douanière ;
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le poids des marchandises livrées ;
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer).

Au sujet de la résiliation, sera notamment considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel. Il en est également ainsi en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français.

ARTICLE 22 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

22.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R2197-1 à R2197-2 du Code de la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – médiateur interne

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU Rouen Normandie s'engage à préserver son anonymat. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

22.2 - Résolution contentieuse - Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG Travaux pour les articles suivants :

CCAP	CCAG Travaux
Article 1.5	Article 3.8
Article 2.1	Article 28.1
Article 5	Article 4.1

Article 13.1	Articles 19.2.1 / 19.2.2
Article 13.1.1	Article 19.2
Article 13.1.2	Article 41
Article 13.2.1	Article 19.2 et 52.1
Article 13.2.5	Article 52.1
Article 13.2.9	Article 52.1
Article 13.2.12	Article 52.1
Article 13.2.13	Article 19.2
Article 16.1.1	Article 28.1
Article 16.3.8	Article 34.1
Article 13.3.9	Article 31.3